

CAP N°1 INSPECTEUR

NASIENNAK Nathalie
BOUR Jean-Eudes
GOURMELEN Christophe
NASIENNAK Christophe
MALTAVERNE Patrice
NOËL Lionel
DEGRET SPIEGEL Isabelle
KAUFFMAN Magali



CAP N°2 CONTRÔLEUR 2^{ème} Classe

KHIM Barbara
BAUDIN Martine
SCHMELTER Francis
DAL CERO Jocelyne



CAP N°3 AAP 1^{ère} Classe

VITALI Raymonde
OSTER Francine
HOY Claudine
MARSAL Patrick



La mise en oeuvre de la démarche stratégique, traduction concrète pour notre ministère de la Modernisation de l'Action Publique, ce nouveau gadget poursuit les mêmes objectifs que la Révision Générale des Politiques Publiques et propose d'associer directement les agents "au creusement de la tombe" de leurs emplois, de leurs rémunérations et de leur missions. Elle a conduit la Moselle à la suppression de 168 emplois depuis 2009.

Les nouvelles réformes "en ligne de mire" de la direction générale :

- rapprochement des SIP-CDIF, la CGT revendique le maintien des services du cadastre sur tout le territoire ainsi que l'unicité de la mission basée de façon égalitaire sur 3 piliers -fiscal, foncier et topographique-,
- centralisation du réseau des SIE au niveau départemental en vidant ces structures de leurs missions,
- regroupement des procédures collectives au sein du P.R.S,
- regroupement de l'accueil SIP-SIE, enregistrement et quitus pour les particuliers,
- réduction des implantations territoriales en fusionnant ou supprimant les structures (Delme, les C.F. de Thionville, Rémyilly au 01/01/2016 et la liste est loin d'être exhaustive...). Les projets de la Direction Générale sont des plus inquiétants, ils prévoient d'ici 2017 la fermeture de 850 postes comptables,
- extension du périmètre des services facturiers dans l'objectif d'exporter l'ensemble des ministères d'ici l'horizon 2017.

Confrontées à un accroissement de la charge de travail, à l'industrialisation de certaines de nos missions, aux tensions liées aux conditions d'accueil aux usagers, à la pression des objectifs avec des moyens humains et matériels en diminution, les conditions de travail des agents se dégradent fortement. La réponse actuelle de la direction locale est de s'adapter tant bien que mal aux contraintes budgétaires, au détriment de nos missions et de nos conditions de travail (fermeture/concentration de services, modifications des horaires d'ouverture au public).

À ce rythme, notre administration ne sera bientôt plus en mesure d'assurer correctement sa mission de service public.

LE 04 DÉCEMBRE, VOTER CGT FINANCES PUBLIQUES, C'EST CHOISIR DES ÉLU(E)S :

- porteurs d'une démarche exigeante, sans compromis ni accompagnement des réformes,
- qui refusent de servir d'instrument de communication de la Direction,
- qui traitent des questions de gestion individuelle dans les C.A.P. Locales (mutations, évaluation professionnelle, temps partiel, promotions, etc...) et qui défendront vos dossiers au sein d'une équipe reconnue pour sa crédibilité et son investissement au plus proche de la situation des agents,
- qui seront combattifs pour obtenir la revalorisation du point d'indice ainsi que l'intégration des primes dans le traitement des pensions,
- qui défendront le développement d'une protection sociale couvrant les besoins des citoyens,
- qui s'engageront pour l'arrêt des suppressions d'emplois et la création de postes à hauteur des besoins dans les services.

LA CGT
 SA FORCE C'EST
VOUS



LA CGT
 SA FORCE C'EST
VOUS



CTL

SCHMELTER Francis
BOUR Jean-Eudes
NASIENNAK Nathalie
FRITZ Joëlle
VITALI Raymonde
GOURMELEN Christophe
KHIM Barbara
NOËL Lionel
ABINA Dominique
MALTAVERNE Patrice
OSTER Francine
MONNIER Martine
HOY Claudine
BOHN Sylvie
RIMLINGER Martin
BAUDIN Martine
NASIENNAK Christophe
MARSAL Patrick
PICCHIARELLI Marc
DE-FAZZIO Maryse



La CGT porte des revendications pour les salariés un projet de société où l'humain est plus important que l'économie.

Ce projet s'appuie sur un concept que nous appelons " Développement Humain Durable " où les services publics, articulés avec une activité industrielle raisonnée, sont un socle majeur de la vie en société.

L'existence de services publics forts et ambitieux constitue une condition majeure pour que le travail puisse être reconsidéré et l'humain placé au cœur d'un nouveau modèle de développement respectueux de l'environnement.

C'est dans cette direction que nous voulons faire évoluer nos services publics (recherche, éducation, énergie, communication, santé, transport, gestion de l'eau, médicaments...).

La CGT revendique un service public assuré par des fonctionnaires sous statuts. Le statut de fonctionnaires garantit la neutralité de nos administrations et établissements publics, ainsi que leur impartialité, permettant d'assurer une égalité de traitement pour chaque homme et femme de notre pays, quels que soient leur revenu et leur lieu d'habitation.